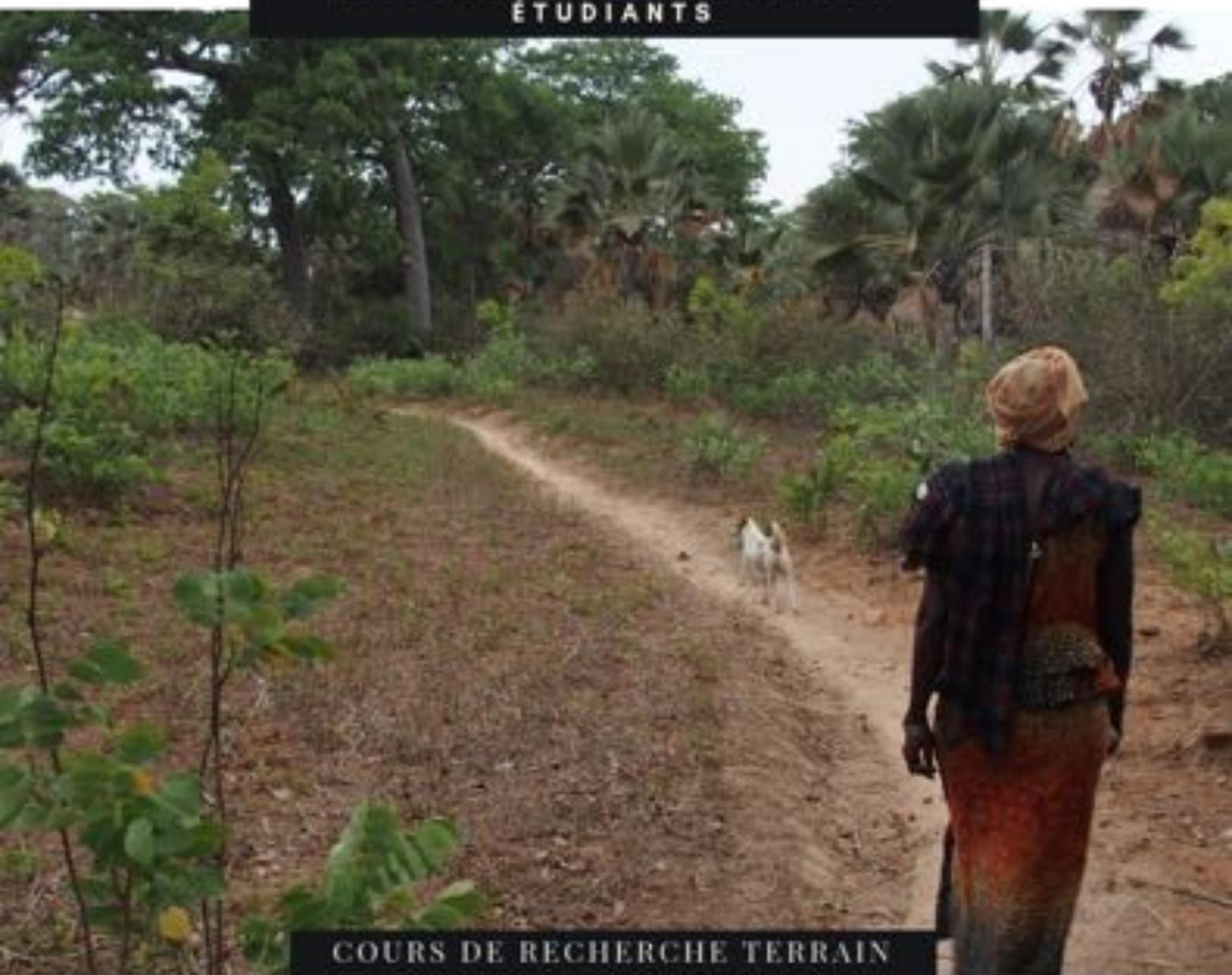


ENJEUX D'ÉDUCATION AU SÉNÉGAL

RÉSULTAT DE RECHERCHE DES
ÉTUDIANTS



COURS DE RECHERCHE TERRAIN
2017 ET 2018

En collaboration avec



PARTENAIRES INSTITUTIONNELS DU COURS

IRD	Institut de recherche pour le développement
FASTEF	Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation
LARTES	Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales (Université Cheikh Anta Diop)
UASZ	Université Assane Seck de Ziguinchor (Département de sociologie)
IA de Ziguinchor	Inspection d'Académie
IEF d'Oussouye	Inspection d'Enseignement et de Formation
FAP	Futur Au Présent
Autorités administratives de Mlomp	

CONTACTS :

Université d'Ottawa :

Nathalie Mondain, nmondain@uottawa.ca

IRD pour le rapport ORLECOL :

Mélanie Jacquemin, melanie.jacquemin@ird.fr

IRD pour les données de l'Observatoire :

Valérie Delaunay, valerie.delaunay@ird.fr

ÉTUDIANTS AYANT PARTICIPÉ AU COURS PAR PROMOTION :

Promotion 2016

Akhrif	Ouissam
Barrett	Jessica
Bodoni	Emma
Goulet-Pelletier	Jean-Christophe
Laporte	Corinne
Lavergne	Kelly-Ann
Le Guédard	Catherine
Leunissen	Claire
Levasseur	Charlotte
Martineau-	
Dussault	Marie-ève
Moyle	Caitlin
Ouellet	Catherine
Sakala	Safiétou
Southcott	Florence

Promotion 2017

Alanezi	Sarah
Dubé	Stéphanie
Dorsainvil	Line Carla
Andrejkow	Jakub
Mezdour	Meriem
Bhérer-Breton	Paule
Aspden	Zya
Corbeil	Émilie

Promotion 2018

Barkey	Meredith
Kim	Lina Haein
Longin	Gabrielle
MacDonald	Iain
Pinard	Jade
Richards	McKinley
Saint-Juste	Gabrielle
Thomas	Mélanie
Touzi	Ghada
Trippenbach	Caroline
Filiou	Maxime
Vallée	Sandrine

INTRODUCTION.

1- Les principes du cours recherche terrain (CRT)

L'Université d'Ottawa organise depuis maintenant près de 15 ans un certain nombre d'activités visant à former et exposer les étudiants de la Faculté des sciences sociales (FSS) à l'international (<https://sciencessociales.uottawa.ca/international>). Parmi ces activités les « Cours recherche terrain » (CRT) figurent en bonne place.

Ces cours sont proposés par les professeurs des différentes unités de la Faculté en fonction de leurs intérêts de recherche et terrains privilégiés. Il s'agit pour eux d'initier un groupe de maximum 15 étudiants de niveau Bac (soit Licence 2 ou 3) à la recherche et au terrain in situ. Ces étudiants sont sélectionnés sur leurs dossiers et une lettre de motivation et peuvent appartenir à n'importe quelle unité de la Faculté.

C'est ainsi que les 3 années 2016, 2017 et 2018 le Sénégal a figuré au programme des CRT sur le thème des « Défis de l'éducation en Afrique » sur l'initiative de la Pr. Nathalie Mondain de l'École d'études sociologiques et anthropologiques.

Le cours s'est structuré chaque année de la même façon :

- 4 séances préparatoires à l'UOttawa durant les mois précédant le départ (de janvier à avril inclus) durant lesquelles les étudiants sont sensibilisés au contexte africain et sénégalais ainsi qu'aux grands enjeux de l'éducation sur le continent et dans ce pays; c'est également durant ces séances qu'ils commencent à concevoir un petit projet sur un thème précis lié à l'éducation
- Un séjour de 3 semaines au mois de mai avec les activités suivantes :
 - i) Une semaine de cours animés par des experts locaux sur l'éducation dans le pays : cours suivis à Dakar (à la FASTE, au LARTES et à l'IRD-Hann) et, en 2017 et 2018, à Ziguinchor (à l'UASZ).
 - ii) Un séjour sur le terrain pour mener leur projet : à l'observatoire de population de Niakhar (Siin-Saloum) en 2016 et de Mlomp (2017 et 2018).

Le présent document vise à rendre compte des travaux menés par les étudiants dans la région de Ziguinchor et plus particulièrement à Mlomp.

2- Le thème général de l'éducation et objectifs du cours

Le choix du thème de l'éducation se justifie pour les raisons suivantes :

- Tout d'abord, suite à la **conférence de Jomtien en 1990 sur l'Éducation pour tous**, la scolarisation a constitué un objectif central de la part des différents organismes gouvernementaux, non gouvernementaux et des institutions internationales. En témoignent les **Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)** [Objectif #2 : Assurer l'éducation primaire pour tous et Objectif #3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes] et à présent, les **Objectifs de développement durable (ODD)** [Objectif #4 : Éducation de qualité]. Ces différents objectifs orientent les programmes de recherche et d'aide internationale et donc les ressources financières et logistiques permettant leur réalisation.
- Ensuite l'éducation fait partie des caractéristiques de base servant à qualifier les individus ou groupes d'individus, le plus souvent selon les catégories suivantes : niveau d'instruction atteint, niveau d'alphabétisation. Or, bien souvent ces catégories sont très générales et décontextualisées. Par conséquent, elles ne rendent pas bien compte des réalités vécues au sein des familles et notamment des choix et décisions faites par les parents vis-à-vis de leurs enfants.
- Enfin, plusieurs initiatives ont vu le jour ces dernières années spécifiquement au Sénégal : le projet ORLECOL (UNICEF avec l'IRD et la FASTEf) portant sur les enfants « hors l'école » (non scolarisés ou déscolarisés); le projet Jangadoo mené par les chercheurs du LARTES sur la qualité des apprentissages, pour ne citer que ceux-là. Enfin l'association Futur au présent avec la Maison de l'éducation (MDE) qui vise la re-scolarisation des filles âgées de 6 à 12 ans dans un quartier de Ziguinchor).

Les partenaires locaux :

- À Dakar : les chercheurs de la FASTEf, du LARTES et de l'IRD
- À Ziguinchor : les enseignants-chercheurs du Département de Sociologie de l'UASZ; l'association Futur Au Présent
- À Mlomp : les autorités administratives, les chefs d'établissements, enseignants, et les chefs des 11 quartiers composant l'Observatoire de population

LE CONTEXTE SCOLAIRE DANS LA RÉGION DE ZIGUINCHOR ET À MLOMP

En 2017-2018 on se trouve dans le contexte post-OMD où il s'agit de redéfinir de nouveaux objectifs pour 2030, cette fois suivant le principe de l'EIQPT, soit : éducation inclusive et de qualité pour tous. Un tel principe implique deux choses : qu'il existe encore des inégalités d'accès à l'éducation (d'où la notion d'inclusion) et que l'éducation existante, accessible, est de qualité médiocre ce qui par conséquent joue sur les niveaux d'apprentissage.

Cependant, au Sénégal, de réels progrès ont été réalisés depuis 1990, mais :

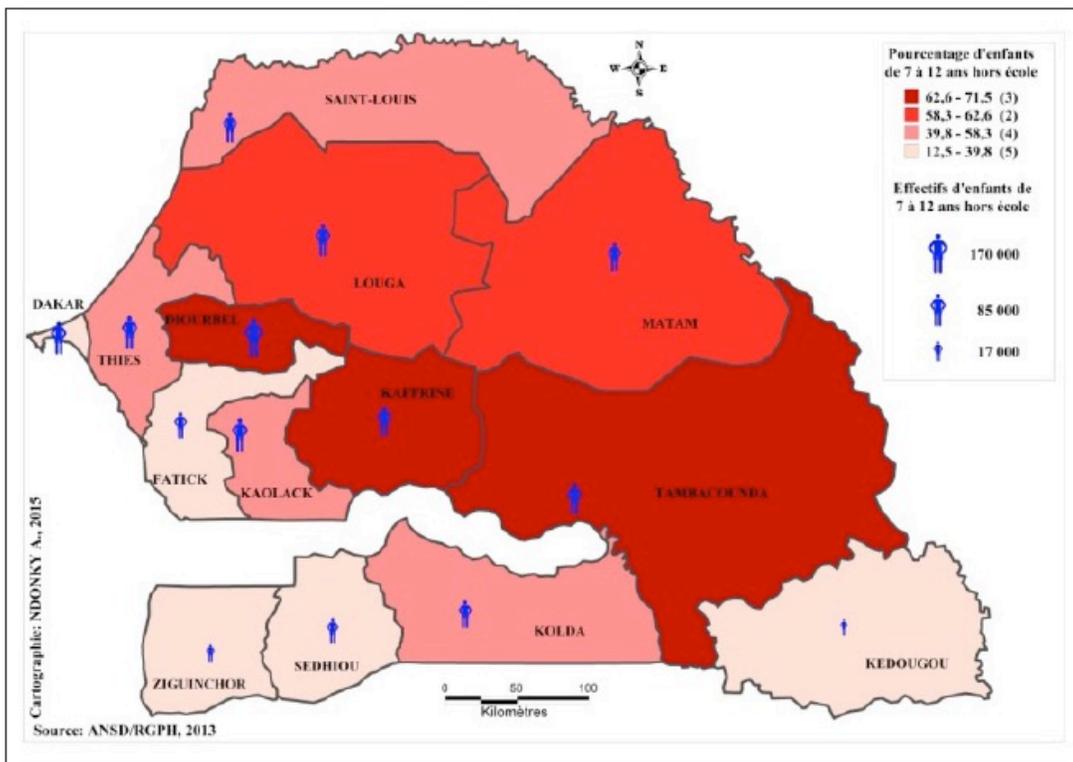
À l'échelle nationale, la parité entre sexes est atteinte ou près de l'être, non seulement au niveau de l'élémentaire mais aussi du moyen secondaire (RGPHAE-2013). Cependant, ces progrès généraux ne

sauraient masquer le fait que de fortes inégalités de scolarisation persistent selon les régions, la situation résidentielle, les milieux sociaux, économiques et culturels et selon le sexe. (Rapport ORLECOL, p.21).

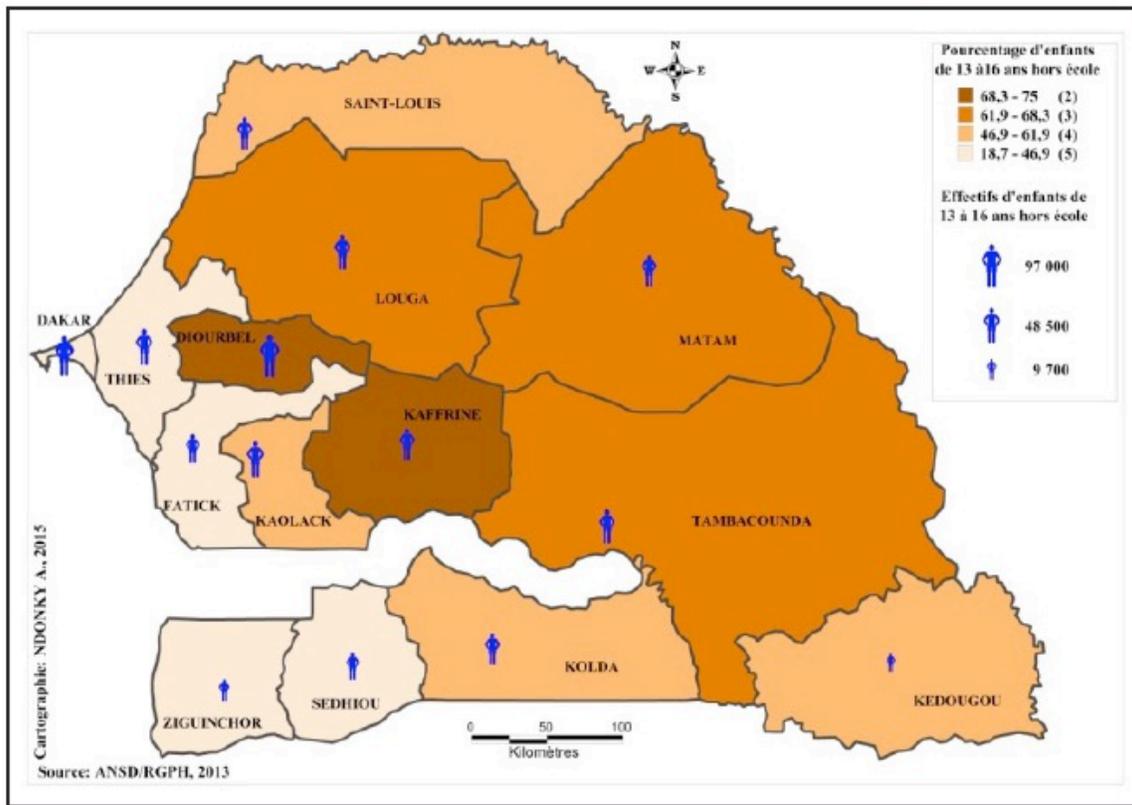
Ainsi, les recommandations issues de divers acteurs de l'éducation visent à tenir compte d'une multitude de facteurs pour comprendre pourquoi, malgré ces réels progrès, on se trouve toujours face à des situations de décrochage scolaire, de non scolarisation et de non adéquation de l'offre scolaire à la demande scolaire. Il s'agit donc d'analyser ce qui relève tant de l'offre scolaire, de la demande (Familles et apprenants) que des politiques éducatives mises en place.

Comme l'indiquent les cartes ci-dessous (Rapport ORLECOL, p. 37), la région de Ziguinchor et la Casamance en particulier, figurent parmi celles où le phénomène est le plus faible :

Carte 1 : Les enfants de 7-12 ans HE selon les régions

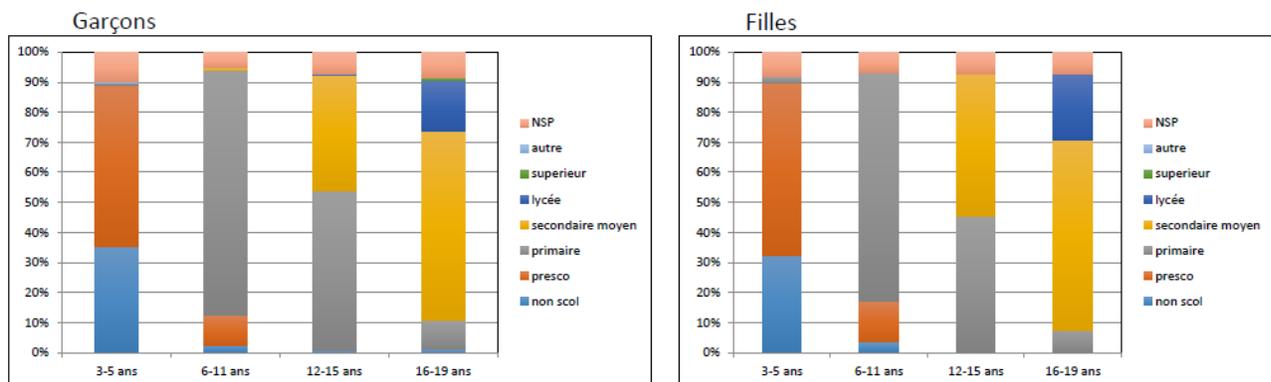


Carte 2 : Les enfants de 13-16 ans HE selon les régions



A M'pungue, la scolarisation est quasi-universelle comme le démontrent les données les plus récentes de l'Observatoire de population.

Figure 1. Répartition des jeunes de 3 à 19 ans dans le système scolaire selon le sexe et les groupes d'âges (données recueillies en 2017, IRD) :



Ce que l'on peut observer :

- Une scolarisation quasi universelle à partir du primaire

- Pratiquement aucun enfant non scolarisé au fur et à mesure que l'on progresse dans les âges
- Une quasi égalité entre les garçons et les filles avec un léger avantage pour les filles

Il faut toutefois noter certains éléments préoccupants :

- Le maintien malgré tout d'une petite proportion d'enfants non scolarisés tous cycles confondus (en dehors du préscolaire)
8,4% des enfants en âge d'aller à l'école en 2017 (6-16 ans) n'y sont pas, soit 1,7% de jamais scolarisés et 6,7% d'élèves déscolarisés (à Ziguinchor c'est un peu plus de 16% des 6-16 ans qui sont hors de l'école en 2013 (RGPHAE, Etude ORLECOL).
- Un retard dans les âges lorsqu'on observe de plus près : encore une forte proportion de jeunes en âge d'être au lycée toujours au collège; de même une forte proportion d'élèves en âge d'être au collège et qui sont toujours au primaire
- Encore une proportion importante d'enfants qui ne sont pas inscrits au préscolaire

C'est à partir de l'ensemble de ces constats et dans ce contexte général que des thèmes précis de recherche ont été identifiés pour les étudiants.

De manière générale, les étudiants ont utilisé les méthodes suivantes pour réaliser leur étude :

- Des entretiens individuels et de groupe avec des participants-tes sélectionnées pour les fins de leur étude (parents, élèves, enseignants...)
- Des entretiens individuels et de groupe avec différentes personnes ressources (enseignants-tes, chefs d'établissement, agents administratifs...) pour les orienter dans leur étude
- Des observations participantes ou non dans les écoles et dans leurs familles respectives
- Une recherche documentaire

PRINCIPAUX RÉSULTATS

1. Le préscolaire

Ce thème a été couvert par Émilie Corbeil et Zya Aspen (2017), puis par Meredith Barkey, assistée par Alice Jolicoeur-Saint-Denis (2018). Les deux travaux se sont attachés à identifier les principaux facteurs influençant sur la qualité de l'enseignement – et donc des apprentissages – au préscolaire (Corbeil et Aspen, 2017) et par conséquent sur la décision des parents à inscrire ou non leurs enfants dans ces structures (Barkey, 2018).

1.1 Problématique et questions de recherche

62% des enfants d'âge préscolaire (2-6 ans) sont inscrits à la maternelle. Ce qui frappe ce sont les grandes inégalités entre les établissements préscolaires.

Les deux groupes ont utilisé une méthodologie similaire avec des entretiens auprès d'acteurs institutionnels, de première ligne et des parents. Le tableau ci-dessous résume leur démarche.

Tableau 1. Projets sur le préscolaire. Entretiens réalisés

	Ziguinchor	Mlomp
2017	2 entretiens auprès de deux institutions préscolaires	5 parents et responsables d'établissements/enseignantes 1 inspecteur de l'IEF ¹ 1 secrétaire à l'IEF
2018	2 entretiens auprès de deux institutions préscolaires	5 parents ayant choisi le préscolaire 3 parents n'ayant pas inscrit leurs enfants au préscolaire Responsables d'établissements et enseignants
Observation participante dans leurs familles respectives et dans les établissements		

1.2 Les facteurs influençant la qualité de l'enseignement au préscolaire

i) Le financement et le coût

Les établissements préscolaires au Sénégal sont payants, qu'ils soient privés ou publics. Les parents doivent déboursier des frais pour l'inscription de leurs enfants au préscolaire, et des mensualités tous les mois. L'argent recueilli par ces frais sert à payer pour les besoins de l'école comme l'électricité et l'eau, pour les salaires des gardiens et des femmes de charge et pour les matériels. Dans les établissements privés, cet argent est aussi utilisé pour payer les enseignants, contrairement aux enseignants des écoles publiques où leur salaire est couvert par l'État. Dans les écoles publiques, l'État fournit aussi des

¹ Inspection d'Enseignement et de Formation

manuels, mais tous autres matériels scolaires proviennent de l'argent déboursé par les parents. Les écoles privées ne reçoivent aucun financement de l'État, c'est les parents d'élèves et parfois la congrégation qui financent tous les besoins de l'école.

Les frais d'inscription varient de 3000 franc CFA à 17 000 franc CFA et les mensualités varient entre 1000 franc CFA et 5000 franc CFA. Ces coûts varient toutefois en fonction de chaque établissement, notamment en raison de la zone (rurale vs urbaine) et si l'établissement est public ou privé.

Tableau 2. Les coûts des différents établissements préscolaires visités (projet 2017)

	CTP Public - Ziguinchor	Préscolaire Privé Catholique - Ziguinchor	CTP de Cadjinolle - Mlomp	CTP de Djicomol - Mlomp	Préscolaire Privé Catholique - Mlomp
Inscription	10 000	17 000	3 000	4 000	10 500
Mensualités (par mois)	5 000	5 000	1 000	1 000	4 000
Total par an	50 000	57 000	11 000	12 000	42 000

Ce tableau souligne la différence entre le milieu urbain de Ziguinchor et la commune de Mlomp qui est en zone rurale. Ça souligne aussi la différence entre les établissements privés et publics. On peut déduire que le prix de l'éducation préscolaire est plus coûteux lorsqu'il est en milieu urbain comparé aux régions rurales. De plus, le préscolaire privé est plus coûteux que le préscolaire public. Le contraste le plus grand est la différence entre le coût des établissements publics et privés à Mlomp, qui est égale à une différence de 30 000 francs CFA. Cette différence vient sans doute du fait que l'école privée utilise l'argent des parents pour payer les salaires des enseignants. Cependant, cette différence est beaucoup plus grande que celle observée entre les deux établissements de Ziguinchor, où la différence entre le public et privé s'élève à 7 000 francs CFA.

Les enseignants et directrices des établissements que nous avons visités peuvent faire des arrangements pour aider les parents qui ont plusieurs enfants fréquentant le préscolaire, ou simplement les parents qui n'ont pas assez de moyens pour envoyer leurs enfants au préscolaire. En effet, les enseignants et directeurs semblent comprendre les enjeux de familles relativement aux coûts. Dans la CTP à Ziguinchor, le professeur a dit que parfois ils négocient avec les familles qui ont trois ou plus enfants, et surtout pour les parents monoparentaux. Ils peuvent discuter ensemble pour convenir d'un prix réduit.

L'enseignant a dit, « si un parent a dix enfants et veut amener les dix enfants on les prend, ça dépend, si le coût est cher on peut discuter... dans ces cas là on peut négocier ». À Mlomp à l'école catholique, la directrice a discuté des plans de financement où les parents peuvent verser leurs mensualités en petits versements tout au long du mois au lieu de donner la totalité au début du mois. Dans cet établissement,

il y existe aussi un système de parrainage. L'école cherche donc des correspondants pour les enfants qui traînent à la maison. Ces correspondants payent pour les frais liés au préscolaire et parfois, ils parrainent même jusqu'au collège/lycée. Dans ce cas-ci, c'est une association d'Italiens qui financent ce parrainage. Les enfants qui bénéficient de ce programme sont des enfants de parents voulant que leurs enfants aillent à l'école préscolaire mais qui n'ont pas les moyens. Toutefois, tous ceux avec qui nous sommes entretenues nous ont mentionné le manque de moyens comme le facteur le plus important et qui influence le plus les parents à ne pas envoyer son enfant au préscolaire.

ii) Effectifs

De manière générale, les établissements préscolaires visités, qu'ils soient publics ou privés, souffrent tous d'un problème d'effectif. En effet, le nombre d'élèves par section est trop important pour le nombre d'enseignants ou pour la capacité des locaux. Le tableau 3 sur *L'effectif des différents établissements préscolaires visités* illustre les effectifs des différents établissements visités lors de notre séjour. Il montre, notamment, que l'effectif total peut varier selon les établissements préscolaires des différentes régions ou quartiers. Il indique également le nombre d'élèves de chacune des sections. En ce sens, il est important de noter qu'au moins une section par établissement est égale ou supérieure au nombre maximal d'élèves déterminé par l'*Inspection de l'Éducation et de la Formation* (ci-après « IEF »), soit 30-36 élèves par section.

Ayant interrogé différents fonctionnaires à l'IEF d'Oussouye sur ce sujet dont l'inspecteur, ceux-ci nous ont révélé qu'il n'y avait pas de sanctions ou, plutôt de réelles conséquences, pour les établissements préscolaires ne respectant pas l'effectif maximal par section. Sur ce sujet, la secrétaire de l'IEF d'Oussouye et ancienne enseignante au préscolaire expliquait ce phénomène, dans la commune de Mlomp, par la notion de communauté. Plus précisément, elle nous expliquait qu'« [...] il n'y a pas de sanctions parce que, comme on dit ici, la situation oblige. Ici, tu es dans un village. Il y a deux écoles préscolaires et il y a trop d'enfants. Tu ne peux pas dire que tu en prends 30 et le reste tu ne les prends pas. Ça ne se fait pas et tu peux même amener de la frustration chez les parents [...] tu es obligé de les (enfants) prendre ». Sur ce sujet, le Président de l'Association de parents et un enseignant de la CTP de Dijcomol à Mlomp nous expliquent, en concordance avec le discours de la secrétaire de l'IEF d'Oussouye, qu'ils sont obligés de prendre trop d'élèves pour satisfaire les parents, car ils ne peuvent pas refuser des enfants. Le seul moyen où des enfants ne sont pas acceptés par la directrice c'est lorsqu'ils se sont inscrits en retard. Dans ce contexte, l'inspecteur de l'IEF, lorsqu'il réalise la tournée des établissements préscolaires et des sections, dans le cadre de l'inspection des maîtres, notera tout simplement l'effectif total, l'effectif des garçons et celui des filles sur le Bulletin d'inspection de maître (voir l'Annexe II). En ce sens, il agira, selon nous, seulement à titre de collecteur de données.

Tableau 3. L'effectif des différents établissements préscolaires visités (projet 2017)

	Crèche (0-2 ans)	Petite section (3-4 ans)	Moyenne section (4-5 ans)	Grande section (5-6 ans)	Total
Case des tout-petits à Ziguinchor	N/A	23	29	30	82
Préscolaire privé catholique Sacré cœur à Ziguinchor	» 50	» 50	» 50	» 50	180
Case des tout-petits de Cadjinole à Mlomp	N/A	27	52	42	121
Case des tout-petits de Djicomol à Mlomp	N/A	42	54	44	140
Préscolaire privé catholique de Mlomp	» 11	» 30	» 20	» 20	92 (89)

De plus, le problème d'effectif est expliqué, par presque toutes les personnes rencontrées, comme étant la conséquence d'une plus grande sensibilisation des parents à l'école préscolaire entraînant ainsi la popularisation de celle-ci. En effet, il était fréquent, lors de nos entretiens, d'entendre que tous les parents veulent envoyer leurs enfants à l'école.

L'effectif des établissements préscolaire pose toutefois problème quant à la qualité des apprentissages enseignés et des conditions de travail des enfants. Sur ce sujet, le directeur de l'école préscolaire catholique de Ziguinchor, une enseignante de la CTP de Cadjinolle à Mlomp et un enseignant de la CTP de Djicomol à Mlomp ont tous mentionné que le nombre important d'élèves par section est un problème quant à la gestion des classes. Ils passent donc beaucoup de temps à effectuer de la discipline. Pour ce qui est des conditions de travail des enfants, la secrétaire de l'IEF ainsi que le Président de l'Association de parents de la CTP de Djicomol à Mlomp en parlant de cet établissement préscolaire mentionnent que les enfants travaillent dans des mauvaises conditions, car les salles de classes sont trop petites pour le nombre d'élèves. Le Président de l'Association de parents explique même que « [...] les classes sont très étroites [...] Ils ne peuvent pas apprendre. Quand je viens les élèves sont jusqu'à la porte (porte de la classe) [...] Tu ne peux pas avancer. Tu ne peux pas apprendre comme ça ».

Le directeur de l'école préscolaire privée catholique de Ziguinchor, pour sa part, mentionne qu'en raison du problème d'effectif, les enseignants sont obligés d'effectuer des activités d'apprentissage dans la cour extérieure. Une solution proposée par une enseignante de la CTP de Cadjinolle à Mlomp serait de doubler le nombre de sections par établissement et le nombre d'enseignants. Toutefois, en discutant avec le personnel de l'IEF, cette solution serait difficile à appliquer, car l'État, au cours des trois dernières années, a seulement affecté cinq nouveaux enseignants pour l'ensemble des régions visées

par l'IEF d'Oussouye. Aussi, le manque de moyens de l'État serait également, à notre avis, une difficulté quant à l'application de cette solution.

Nous avons remarqué qu'il y avait au Sénégal plus de filles que de garçons qui fréquentaient des établissements préscolaires. En effet, selon les données de l'UNESCO, le taux brut de scolarisation/participation au pré-primaire des garçons est de 13,2% tandis que le taux brut de scolarisation/participation au pré-primaire des filles est de 15,1% (UNICEF, 2013). En pratique, dans les établissements préscolaires que nous avons visités, il est vrai qu'il y avait généralement plus de filles que de garçons. Sur cette question lors de nos entretiens, la plupart des personnes interrogées expliquent ce phénomène, tout simplement, par le fait qu'il y a plus de naissances de filles que de garçons et qu'il n'y avait pas d'explication sociale. Toutefois, un étudiant de l'Université de Dakar qui est allé au préscolaire, lors d'une discussion informelle, a expliqué ce phénomène par la concurrence pouvant être faite par les écoles coraniques aux établissements préscolaires. Il a expliqué que les ménages préfèrent généralement envoyer les garçons à l'école coranique plutôt que les filles. Dans le cadre de ce travail, nous n'avons toutefois pas approfondi cette hypothèse par de plus amples recherches.

iii) Le matériel

De manière générale, le manque ou le peu de matériel disponible pour les enfants pose problème pour les établissements préscolaires, surtout, selon nos observations, pour ceux du public. Comme expliqué plus haut, pour les établissements publics, l'État finance et offre les cahiers didactiques aux élèves tandis que pour les établissements privés ce sont les parents par les frais d'inscription qui les financent. Un enseignant de la CTP de Djicomol à Mlomp nous a confié qu'en raison du nombre insuffisant de cahiers, ceux-ci sont obligés de les couper en deux. De plus, la plupart des enseignants créent leurs propres cahiers d'activités pour, par exemple, le graphisme.

Aussi, des acteurs autres que le gouvernement sénégalais offrent une certaine aide quant au matériel destinés aux établissements préscolaires. En ce sens, nous avons pu observer plusieurs exemples où des bienfaiteurs ont fait des dons aux établissements préscolaires autant publics que privés. Par exemple, la CTP de Ziguinchor avait reçu des modules de jeux extérieurs d'un groupe de personnes italiennes, le préscolaire privé catholique à Mlomp bénéficie également de dons et, comme expliqué plus haut, d'un système de parrainage offert par un groupe de personnes italiennes et enfin, la CTP de Cadjinolle à Mlomp aurait reçu d'un partenaire de la communauté des chaises et des livres. Ces exemples montrent ainsi que le manque de matériel expliqué par le manque de moyens de l'État entraîne pour les établissements préscolaires une situation de dépendance vis-à-vis l'aide extérieure.

La CTP de Djicomol à Mlomp quant à elle est un bon exemple d'une situation de dépendance toutefois, dans ce cas-ci, envers la mairie. En effet, la secrétaire de l'IEF et le Président de l'Association de parents de cette case nous ont expliqué que les travaux de la case financés par l'État n'ont jamais été terminés et ce, depuis l'année 2005 ou 2006. Ils ont donc dû se loger dans des abris provisoires pour quelques années et, depuis trois ans, ils sont situés dans le bâtiment de l'ancienne mairie prêtée par celle-ci. Ils ne sont donc pas propriétaires du bâtiment. De plus, ce bâtiment est vieux et trop petit. Il nuit donc au bon

apprentissage des enfants. Voici un extrait du journal de bord d'Émilie Corbeil (co-auteure du rapport) afin d'illustrer la situation particulière de cette case :

[...] En premier lieu, lorsque nous sommes arrivées devant l'école, je ne pensais même pas que c'était une école. En effet, pour moi, ça ressemblait une vieille bâtisse plus ou moins abandonnée. [...] Les murs étaient sales et dans les carreaux des fenêtres, il y avait des nids d'insectes. Il y avait trois classes, soit pour la petite, moyenne et grande section et une salle où il range le peu de matériels qu'ils ont. Les Messieurs nous ont expliqué qu'il pouvait y avoir 50 élèves par classe pour un enseignant. Aussi, dans l'une des classes, il y avait des grosses fissures. Ils nous ont expliqué que ce n'était plus vraiment sécuritaire. Ils nous ont également expliqué que ce bâtiment leur avait été prêté/donné par la mairie, car la Case des tout-petits financée par l'État n'a jamais été terminée. La construction de celle-ci est située derrière ce bâtiment. Nous pouvons apercevoir les délimitations et les murs de cette structure. Un arbre a eu le temps de pousser entre les carreaux d'une fenêtre ! [...]

Une autre problématique qui revenait souvent lors de nos entretiens et qui était également observable était le manque de jeux extérieurs et intérieurs. En effet, à Mlomp, seule l'école préscolaire catholique possédait des balançoires dans sa cour extérieure. Les deux CTP, pour leur part, n'avaient aucun jeu, c'est-à-dire, aucune balançoire, toboggan ou autres. Plusieurs enseignants nous ont mentionné que ce n'était pas intéressant pour les enfants de ne pas avoir de jeux extérieurs. De plus, à la CTP de Djicomol à Mlomp, ils n'ont aucun jouet intérieur à l'exception d'une poupée par section servant à enseigner les parties du corps. L'enseignant de cette case nous a expliqué que « [...] normalement tous les enfants devraient avoir une poupée ». Bref, le manque de matériel scolaire tel que les cahiers didactiques, les conditions des établissements ainsi que le manque de jeux nuisent des apprentissages de qualité.

iv) Curriculum et langue

L'héritage historique du colonialisme français au Sénégal a influencé de nombreux éléments politiques. Cela peut être observé surtout en ce qui concerne le système éducatif au Sénégal, qui est inspiré du modèle français. Cela se voit lorsqu'on regarde deux éléments essentiels qui affectent directement l'éducation préscolaire au Sénégal: le curriculum et la langue.

Le curriculum du préscolaire vient du Ministère de l'éducation du Sénégal. Il s'inspire toutefois du programme de la France. Il existe quelques difficultés concernant le curriculum. Un des principaux défis concernant le curriculum est qu'il est très généralisé et uniforme. En effet, il n'inclut pas la diversité du Sénégal. L'enseignante au CTP de Cadjinolle nous a également parlé de l'enjeu des manuels qui ne représentent pas les réalités de la vie dans un village rural. Par exemple, elle nous a dit que dans les manuels ils parlent d'électricité et de robinets, mais ces concepts sont complètement étrangers aux enfants nés et élevés dans un village tel que Mlomp où la majorité des maisons n'ont pas d'électricité ni de robinets. Elle a aussi mentionné que c'est très difficile pour les enfants de comprendre ces choses, car ils ne les ont jamais vues.

Un autre grand enjeu du curriculum est la langue. Comme disait l'enseignant dans le CTP à Mlomp: « D'abord si on prend à la petite section, si tu te bases beaucoup sur le curriculum, les enfants ne comprennent rien [à cause de la barrière de la langue] ». Comme disait le directeur de l'école privé catholique à Ziguinchor, la langue est un objet de beaucoup de débat dans les préscolaires. En effet, bien que tous les niveaux de scolarité soient enseignés en français selon le gouvernement sénégalais, il est incroyablement difficile d'enseigner à des enfants dans une langue qu'ils n'ont jamais entendu de leur vie. D'un autre côté, il est important que l'enfant apprenne le français pour qu'il puisse se préparer aux prochains niveaux de scolarité. Pour ces raisons, les établissements préscolaires sont confrontés à un défi de taille, soit de savoir comment et quand introduire le français dans l'apprentissage de l'enfant. Pour la plupart, nous avons remarqué que les écoles ont décidé de commencer l'enseignement dans une des langues nationales et d'introduire la langue française petit à petit, en commençant, par exemple, avec des chansons en français. Le niveau de français utilisé augmente chaque année.

L'éducatrice dans le CTP à Cadjinolle a dit que : « c'est dans la moyenne section où les enfants commencent le français, ils commencent à parler, puis dans la grande section les enfants apprennent le français pour travailler ». Elle nous a également mentionné que les enfants de la petite section chantaient des chansons en français, même si elles ne comprennent pas ce qu'elles chantent pour les initiés.

Les enseignants savent qu'il est inutile d'enseigner aux enfants dans une langue qu'ils ne comprennent pas, afin de créer une base de connaissances. Ils enseignent donc aux enfants dans leur langue nationale pour qu'ils puissent comprendre d'abord dans leur langue maternelle et après en français. Selon le directeur de l'école privée catholique à Ziguinchor, l'enfant apprend mieux quand c'est la langue nationale qui est utilisée et qu'il peut s'exprimer plus facilement. À Ziguinchor il y a beaucoup de langues nationales parlées par les enfants, par exemple le Diola, le Mandingue, le Wolof. Dans l'école privée catholique à Ziguinchor, ils ont décidé d'enseigner en Wolof parce qu'ils ont constaté que la majorité des enfants peut le comprendre. Cependant, cela pose toujours un défi pour les enfants qui ne viennent pas de familles parlant Wolof. À Mlomp, une communauté beaucoup moins diversifiée au niveau de langue, les enseignants peuvent donc enseigner en Diola sans le défi de savoir que certains enfants ne comprennent pas.

La langue semble donc être un défi sans solution évidente. Toutefois, ce qui semble évident est que le préscolaire bénéficie aux enfants lorsqu'ils commencent l'école élémentaire parce qu'ils ont déjà une petite maîtrise de la langue française. Ceci d'une part parce qu'ils sont plus à l'aise avec l'environnement scolaire auquel ils ont été exposés durant leurs années de préscolaire et, d'autre part, du fait qu'ils ont été exposés au français (Merdith Barkey, 2018).

v) La formation des enseignants

Au cours de notre recherche, un sujet qui a été soulevé était la formation des enseignants du préscolaire et son influence sur la qualité des apprentissages. Il existe des formations pour les enseignants du préscolaire, mais il semble y avoir des systèmes différents pour les établissements privés catholiques et

les établissements publics. Pour les CTP publics, les enseignants sont tous sortis de CRFP, une formation qui dure un an, et qui est la même que celle que suivent les enseignants des écoles élémentaires. Un enseignant dans le CTP à Ziguinchor a dit que: « peut-être les enseignants des écoles privés, ils n'ont pas bénéficié de cette formation ».

Cependant, les écoles privées catholiques que nous avons visitées ont toutes deux des formations pour leurs enseignants qui durent un aussi an. Il y a aussi des formations supplémentaires que peuvent suivre les enseignants dans les deux structures. La directrice du préscolaire privé catholique à Mlomp a indiqué qu'il y a des formations pour leurs enseignants chaque mois, et dans le public, il y a des formations pédagogiques quatre ou cinq fois par année. Les deux structures offrent aussi des stages pour leurs nouveaux enseignants potentiels. Il est intéressant de noter que le préscolaire privé catholique de Mlomp a mentionné que l'institution, en utilisant les mensualités, aidait à financer leurs stagiaires pour les coûts liés à ces formations.

Une différence entre l'école préscolaire privé catholique publique à Mlomp est que pour le privé catholique, il n'est pas obligatoire que les enseignants détiennent un BAC, contrairement aux préscolaires publics où les enseignants doivent détenir un BAC ou plus pour devenir enseignant. Selon une dame du village de Mlomp, dans le préscolaire privé catholique, il n'y aurait que la directrice et un enseignant qui ont leur BAC, tandis que les enseignants des CTP auraient tous un BAC ou plus. Bien que les enseignants doivent suivre une formation, le manque d'enseignants entraîne une présence de nombreux bénévoles ou membres de la communauté qui deviennent des enseignants du préscolaire sans aucune formation comme le mentionnaient deux travailleurs de l'IEF à Oussouye. Sans ces enseignants non-formés, il n'y aurait personne pour enseigner aux enfants. D'après ce que nous avons vu à Mlomp, il n'y avait pas d'enseignants non-formés dans leurs établissements préscolaires, mais le manque d'enseignants dans la région a été souligné par une enseignante au CTP de Cadjinolle.

vi) Les parents

Les parents en général à Mlomp s'intéressent beaucoup à l'éducation. Les membres de la communauté insistent sur le fait que l'école est une priorité et qu'il est incroyablement rare de trouver des parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école. Et ce malgré des taux très faibles de fréquentation préscolaire au Sénégal. Or, pour la plupart des parents à Mlomp, l'éducation préscolaire n'est pas une option, mais une obligation. Ceci distingue donc la région du reste du pays.

Au cours des dernières décennies, il y a eu beaucoup de sensibilisation concernant l'éducation préscolaire. Par le passé, les parents pensaient que le préscolaire était un gaspillage d'argent, que les enfants ne faisaient que chanter et jouer et que le préscolaire n'aurait pas de bénéfices. Néanmoins, maintenant les parents auxquels nous avons parlé ont tous indiqué qu'ils comprennent les bénéfices du préscolaire pour leurs enfants, et que celui-ci était un facteur motivant l'inscription de leurs enfants au préscolaire. Un enseignant du préscolaire public à Ziguinchor a dit qu'« avec la sensibilisation des parents d'élèves commencent à comprendre. Maintenant plus des parents envoient leurs enfants au préscolaire ».

D'autres facteurs conduisent les parents à envoyer leurs enfants au préscolaire. La jeune génération, surtout les jeunes filles, commencent à travailler donc il y a un besoin de confier la garde de leurs enfants à une institution pour la journée. Il y a aussi des parents qui amènent leurs enfants pour pouvoir mener leurs activités à la maison. À Mlomp, beaucoup travaillent dans les rizières et le préscolaire leur permet d'aller travailler. Ainsi, il existe un « tiraillement » entre la pression financière posée par le préscolaire et le besoin de « temps libre » pour travailler pour les parents (Barkey, 2018). Mais, le constat des parents en général, surtout les intellectuels, pensent que le fait d'amener l'enfant au préscolaire prépare l'enfant pour une bonne scolarisation au niveau de l'élémentaire/école supérieure. Les parents veulent que leurs enfants réussissent dans la vie et ils pensent que le préscolaire cultive l'estime de soi et la fierté, ça crée un excellent élève, et l'enfant devient de plus en plus socialisé.

Ainsi, que les parents envoient ou non leurs enfants au préscolaire, les résultats montrent qu'il y a un fort désir de leur part à ce que leurs enfants apprennent, fassent des expériences à un jeune âge. Pour tous les parents il est important que leurs enfants socialisent avec d'autres d'où l'importance de les inscrire au préscolaire (Barkey, 2018)

Le directeur du préscolaire privé catholique à Ziguinchor a dit qu'il a suivi les anciens élèves de son préscolaire et il a constaté une bonne progression (il a regardé jusqu'au collège), et les parents sont satisfaits de voir que ça crée une bonne scolarité. Ainsi, les parents qui choisissent de laisser leurs enfants à la maison, c'est surtout à cause du manque de moyens. Toutefois, le même directeur a dit que le manque de qualité peut aussi être un facteur explicatif de ce phénomène. En effet, quand les parents vont dans un établissement et ils constatent que les éducateurs ne sont pas formés, ils sont moins tentés d'envoyer leurs enfants au préscolaire. Cependant, à Mlomp la plus grande raison pour laquelle les parents gardent leurs enfants à la maison au lieu de les envoyer à préscolaire est clairement le manque de moyens.

À Mlomp, il semble que les parents ont l'école préscolaire privé catholique comme premier choix s'ils pouvaient. Même des parents non-catholiques, qu'ils soient musulmans ou animistes, envoient leurs enfants au préscolaire privé catholique. Les parents en général semblent penser que l'école privée catholique offre un meilleur enseignement que les écoles publiques.

En effet, on constate que ceux qui fréquentent les écoles privées ont une compréhension plus approfondie des bases d'apprentissage nécessaires pour l'école primaire. Dans les écoles publiques préscolaires les méthodes d'enseignement et les évaluations ne sont pas toujours bien établies. Le directeur du préscolaire St Joseph à Mlomp mentionne ainsi que les élèves transférés de la CTP à leur école montrent des difficultés à écrire. En effet, avec davantage de jeux et de ressources pour les élèves, le préscolaire St Joseph offre un environnement qui favorise les apprentissages. Pendant une entrevue avec une enseignante, il a été mentionné que les enseignants de manière générale passent du temps à travailler avec les élèves autant qu'ils le peuvent : en leur tenant la main et les guidant lorsqu'ils apprennent les lettres par exemple. En comparaison, les établissements publics utilisent une approche

plus classique de professeur-élèves où ces derniers doivent répondre et utiliser des cahiers (Barkey, 2018).

Toutefois, concernant la langue et les cultures locales, les deux établissements font des efforts pour les intégrer au curriculum français : l'école St Joseph a une « Journée de la culture » une fois par an et la CTP offre des activités musicales chaque jour avant de commencer la leçon (Barkey, 2018)

Conclusions:

Parmi les défis les plus pressants que rencontre le préscolaire à Mlomp, comme à Ziguinchor concerne les ressources matérielles tant pour les écoles que pour les parents. Les écoles, à la fois publiques et privées luttent pour accueillir et soutenir financièrement le nombre sans cesse grandissant d'élèves qui s'inscrivent afin de leur assurer un environnement adéquat pour l'apprentissage et le jeu. Les établissements préscolaires en milieu rural ont moins de fonds, qu'ils soient publics ou privés comparativement à ceux en milieu urbain. (Barkey, 2018)

2. L'enjeu du décrochage scolaire et les défis de l'enseignement au secondaire

2.1 Problématique et questions de recherche

Ce thème a été abordé par 4 groupes, deux en 2017 et deux en 2018 suivant des angles différents. Tout d'abord nous présenterons principalement deux travaux qui traitent de ces questions de manière similaire à Ziguinchor et surtout à Mlomp, puis nous aborderons le cas plus particulier de la Maison de l'éducation à Ziguinchor.

Le décrochage scolaire chez les étudiantes sénégalaises : analyse des politiques éducatives, des établissements scolaires et du système social (2017), par Sarah Al Anezi, Stéphanie Dubé et Meriem Mezdour

- ⇒ Quels sont les facteurs de décrochage chez les filles, dans la transition entre le collège et le lycée au Sénégal, et plus précisément dans la région de la Casamance ? Quelle est l'influence des politiques éducatives et de l'offre collégiale dans ce phénomène? Quel rôle jouent les dynamiques socioculturelles sur la demande et les parcours scolaire des jeunes adolescentes?

La déscolarisation dans la région de Ziguinchor – Mlomp (2018) par Gabrielle Longin, Ghada Touzi, Maxime Filiou et Sandrine Vallée en collaboration avec Malang Bayo et Jacqueline Sarr de l'UASZ.

- ⇒ Malgré le contexte de scolarisation quasi généralisée dans la région de Ziguinchor ainsi que dans la municipalité de Mlomp, comment expliquer qu'il existe toujours des enfants et des jeunes qui interrompent leur étude? Avec 3 sous-questions : Comment le genre intervient-il dans le phénomène ? Quel est l'impact du rôle parental en ce qui a trait aux processus d'éducation des enfants? Quels autres facteurs interviennent le plus souvent dans les cas de déscolarisation précoce?

Tableau 4. Projets sur la déscolarisation au primaire et secondaire. Entretiens réalisés.

	Ziguinchor	Mlomp
2017	2 entretiens auprès de deux professeurs du secondaire 1 étudiante de l'UASZ	7 parents et jeunes 10 entretiens avec des responsables d'établissements et enseignants
2018	6 entretiens auprès de professionnels de l'enseignement	21 entretiens avec parents, élèves et professionnels de l'enseignement
	Observation participante dans leurs familles respectives et dans les établissements	

2.2 Les facteurs influençant la déscolarisation

L'école est très valorisée en Basse-Casamance et elle est vue comme un moyen d'obtenir un travail, et d'acquérir une autonomie économique, tout en apportant de l'aide aux familles et communautés. Cependant, certains enfants et adolescents prennent des voies alternatives à l'école. Ces principales alternatives sont les centres de formation professionnelle, les ateliers d'apprentissage d'un métier artisanal ou manuel (couture, coiffure, restauration, mécanique, etc.), la conduite de « jakartas » (taxis-moto) chez les jeunes garçons, ou la pratique intensive d'un sport avec l'espoir de devenir professionnel chez les garçons. Ces alternatives peuvent servir d'occupations aux jeunes qui ont déjà été déscolarisés ou alors les motiver à se déscolariser. Par ailleurs, chez les jeunes filles, il existe aussi le phénomène du mariage et/ou des grossesses précoces qui peut les maintenir au foyer dès un jeune âge. Les situations de grossesses précoces ont pour effet d'exclure les jeunes filles de l'école pendant le temps de la grossesse, le retour à l'école des jeunes mères après la naissance, posant ensuite des difficultés spécifiques malgré leur volonté parfois de poursuivre les études.

i) Ressources

Les conditions d'enseignement ne sont pas propices à la concentration, au bien-être et à l'apprentissage. Ainsi, l'ambition scolaire et la réussite des élèves sont affectés. Par exemple, les classes sont souvent bondées, il peut y faire très chaud en l'absence de ventilation, l'accès à l'eau est parfois limité et certains élèves doivent marcher de longues distances pour se rendre à l'école. Malgré le fait que les dépenses gouvernementales du Sénégal en éducation soient à la hausse, il existe une différence dans les discours quant aux fonds alloués et les ressources effectivement reçues par les écoles.

De plus, les établissements moyens se sont retrouvés en pénurie de professeurs titulaires et ont dû se tourner vers des professeurs vacataires (enseignant non titulaire engagé pour un court contrat).

En outre, le manque de services adaptés pour des enfants ou des jeunes présentant un handicap lourd ou léger qu'il soit physique, lié à des difficultés d'apprentissage ou pour des jeunes filles mères peuvent aussi constituer un facteur contributif à la déscolarisation (d'orthopédagogue, de psychologue, de travailleur social, etc.). Les manifestations de difficultés d'apprentissage sont souvent stigmatisées par les institutions sociales, dont la famille, ce qui justifie parfois la mise à l'écart de l'école de certains élèves.

De plus, le fait que la langue d'enseignement dans les écoles, le français, ne soit pas la langue maternelle de la plupart des étudiants peut poser problème et causer des difficultés d'apprentissage.

Finalement, les grèves récurrentes, en général liées aux conditions d'enseignement et de vie tant des enseignants que des élèves/étudiants et qui retardent les parcours scolaires constituent souvent un facteur de démotivation des élèves qui peuvent finir par décrocher.

ii) Entourage

Le soutien social, moral et scolaire dans les familles est déterminant pour la réussite ou l'échec de la scolarité des enfants. L'aide aux devoirs et aux leçons fait partie intégrante de cette implication parentale. Or, les difficultés de compréhension de la matière, le manque d'encouragement à la maison et les tâches domestiques à accomplir, qui pèsent fortement sur le temps de travail scolaire des filles, peuvent contribuer au décrochage scolaire.

À cela peuvent s'ajouter les difficultés économiques des familles avec, par exemple, l'absence d'électricité dans les maisons ce qui, du fait des habitudes de ne faire les leçons qu'après le coucher du soleil (les heures d'ensoleillement étant réservées aux tâches ménagères), crée un environnement peu propice à la réalisation des devoirs par les enfants.

L'absence ou le manque de ressources financières est aussi un problème majeur au sein de toute famille ayant des enfants à scolariser. Plus nombreux sont les enfants, plus il est difficile pour les parents d'acheter tout le matériel scolaire nécessaire à l'apprentissage. Ainsi, il arrive que certains parents sacrifient l'éducation de leurs aînés, surtout les filles, afin de permettre aux frères et sœurs plus jeunes de bénéficier d'une éducation de base. La situation économique de la famille pose aussi le dilemme entre travail des jeunes et éducation: l'enfant devient souvent une source de revenus pour la famille puis, en vieillissant, les adolescents sont attirés vers le travail en raison de la perspective d'un gain rapide d'argent et d'autonomisation.

Enfin, le manque de communication entre parents et enseignants – façon pour un parent de s'impliquer dans la vie scolaire de son enfant – est souvent mentionné dans les cas de déscolarisation.

iii) Grossesses précoces

Les grossesses précoces sont un problème quant au maintien des filles à l'école. Les collégiennes ou lycéennes qui tombent enceinte peuvent continuer à étudier si elles sont mariées, sinon elles sont renvoyées de leur établissement (au public, mais pas dans les établissements privés). Elles peuvent revenir après un an, mais la réinsertion est difficile, voire impossible. Les futurs pères, eux, peuvent quant à eux poursuivre leurs études sans contrainte. Malgré le fait que le décrochage des filles soit moins élevé en Casamance par rapport aux autres régions, ce phénomène est toujours présent.

Il peut être difficile pour certaines filles de poursuivre leur scolarité, lorsqu'elles doivent conjuguer le rôle de mère et celui d'élève. Par conséquent, la plupart de celles qui connaissent une grossesse pendant leur scolarité cessent d'aller à l'école pour remplir le rôle de mère au foyer, souvent en raison du fait qu'elles savent que personne d'autre ne pourra prendre en charge l'enfant. La situation économique précaire des filles et le manque d'encadrement familial seraient les premières causes explicatives des grossesses précoces ainsi que les lacunes en éducation sexuelle.

En effet, les tabous concernant la sexualité empêchent une prévention efficace et il manque des programmes de sensibilisation au sujet des grossesses précoces, programmes qui pourraient être destinés aux filles et aux garçons. Face à une sexualité adolescente de plus en plus fréquente les

sensibilisations insistent surtout sur l'abstinence et le danger lié aux maladies transmises sexuellement, négligeant les risques de grossesse précoce et leurs conséquences sociales.

iv) Rôles assignés aux femmes

L'importance du rôle traditionnel des femmes et les inégalités des rapports sociaux de sexe au Sénégal et en Basse Casamance peuvent avoir un impact sur la continuation des études pour les filles. La société sénégalaise assure l'héritage des familles en prônant la disponibilité des femmes pour se marier et pour réaliser les tâches domestiques et la prise en charge des jeunes enfants qui leur sont culturellement attribuées. Les filles apparaissent plus susceptibles de se déscolariser que les garçons en raison des normes sociales qui les destinent à se marier et à assumer les tâches domestiques.

La difficulté de poursuivre sa scolarité survient de façon accrue dans le cas où une fille ou jeune femme est incapable de concilier les tâches ménagères avec sa vie d'élève ou encore son rôle de mère, incluant les tâches qui y sont associées, avec celui d'élève. La majorité des collégiennes interrogées ont quasiment la même réponse: elles se lèvent très tôt, balayent la cour et toutes les pièces de la maison, préparent le petit déjeuner, puis partent au collège. Au retour à midi, elles cuisinent le déjeuner, et font la vaisselle ou s'occupent d'une autre tâche comme la lessive ou nourrir les bêtes. À 15h elles retournent en cours. Et à 18h, les mêmes activités de nettoyage et de cuisine recommencent. À ce rythme, elles ne trouvent pas le temps nécessaire pour étudier correctement durant toute la semaine. Quant aux samedi et dimanche, également pas de repos, les tâches domestiques et l'aide aux parents avec les petits frères et sœurs continuent, sans réel temps libre pour se reposer ou travailler sur ses devoirs.

Certaines personnes interrogées croient cependant que cette responsabilité supplémentaire avantage les filles. Ces personnes estiment que les garçons ont plus de temps libre et sont donc moins encadrés ce qui peut être un facteur menant à la déscolarisation. Les filles seraient plus studieuses, parce que l'accomplissement de tâches domestiques leur procure une discipline. On pourrait se poser la question des effets positifs d'une plus grande contribution des garçons aux travaux domestiques.

Il y a un manque de modèles féminins au sein des institutions primaires et secondaires et les conditions difficiles pour les enseignantes n'encourageant pas les femmes à choisir ce métier. Par exemple, au collège de Mlomp, sur 43 professeurs, seulement 4 sont des femmes.

Conclusions

La déscolarisation est un processus dans le temps, souvent précédé d'une période problématique au cours de laquelle de nombreux signaux devraient alarmer tant les parents que les enseignants. La transition entre les niveaux primaire et moyen peut s'avérer très difficile pour les élèves. Le phénomène de déscolarisation semble toucher autant les garçons que les filles, mais selon plusieurs professionnels de l'éducation, la déscolarisation masculine serait plus difficile à renverser que la déscolarisation féminine. Il faudrait donc creuser cette dimension par de nouvelles recherches.

2.3 Comment rattraper les filles non ou dé-scolarisés à Ziguinchor? Le cas de la MDE

2.3.1 Problématique et question de recherche

La précarité de la scolarité des filles à Kande. Profil sociologique des filles de la MDE (Maison de l'Éducation) (2018), par Lina KIM, Iain MACDONALD, Jade PINARD, McKinley RICHARDS et les Assistants de recherche de l'UASZ : Narcisse DIATTA, Bruno SAMBOU.

La Maison de l'éducation (MDE) est un programme social initié et géré par l'association Futur Au Présent (FAP) qui lutte contre la pauvreté et les inégalités au Sénégal. L'objectif de la Maison de l'éducation est la lutte contre le travail précoce et la prise en charge de la scolarisation chez les filles à Ziguinchor y compris leur suivi dans leur parcours scolaire.

Il y a trois critères pour les filles bénéficiaires soit: être âgé entre 6 et 12 ans, actuellement non scolarisée et mener de façon régulière un travail afin d'amasser de l'argent pour sa famille. Depuis le début, la MDE a accueilli 3 promotions de 30 filles, et encadre donc actuellement 90 filles. Malheureusement les ressources ne permettent pas l'intégration d'une nouvelle promotion.

L'objet de la recherche menée en 2018 consistait à mieux comprendre les situations des filles démunies présentant un risque de déscolarisation en constituant leurs profils sociologiques. Le profil sociologique consiste à recueillir des données indispensables sur la structure familiale, les habitudes de vies en général au sein de la famille et leurs effets sur le parcours scolaire des filles.

La méthodologie a consisté à administrer un petit questionnaire aux 90 filles du programme (3 promotions : 2014, 2015 et 2016). Ce questionnaire d'une cinquantaine de questions aborde le contexte familial dont sont originaires les filles afin de dresser leur profil sociologique : membres du ménage, responsables de leur éducation, etc.

Si l'échantillon analysé est ici trop petit pour pouvoir tirer des conclusions généralisables, il permet néanmoins de mieux comprendre les processus par lesquelles les fillettes sont retirées de l'école ou ne parviennent pas à y rester. La structure familiale joue un rôle clé dans ce processus.

2.3.2 Résultats

En ce qui concerne la structure familiale, 21 % des filles à la MDE sont confiées, 6 % des filles sont en situation monoparentale avec un père, 27 % des filles sont en situation monoparentale avec une mère et 46 % en famille nucléaire. De plus, 20 % des filles du programme vivant avec leur père ou leurs 2 parents ont un père polygame.

Plusieurs hypothèses – à vérifier – peuvent être formulées. Parmi celles-ci :

- Les ménages monoparentaux pourraient avoir un effet négatif sur le niveau de scolarité, car les enfants pourraient devoir effectuer plus de tâches domestiques ou contribuer au revenu en réalisant des petites activités rémunératrices
- Les foyers dont le chef de famille est un homme peuvent être moins susceptibles d'investir dans l'éducation des filles.
- Les filles en confiage risquent de se voir assigner davantage de tâches ménagères que les autres enfants du ménage.
- Le nombre d'enfants dans le ménage est important, car cela pourrait avoir une corrélation négative sur la scolarisation étant donné les ressources des ménages.
- Il peut y avoir une relation entre les tâches domestiques et le nombre de membres du foyer. S'il y a plus d'enfants dans un foyer, cela veut aussi dire qu'il y a plus de personnes avec qui partager les tâches.

Concernant les habitudes de vie des filles interrogées, le travail précoce est un enjeu pertinent dans le cadre du programme offert par Futur Au Présent. Malgré le contrat engageant les filles à abandonner le travail précoce au profit de leurs études, la recherche a permis de montrer que 13 % des filles à la MDE travaillent actuellement.

De nombreuses langues sont parlées par les filles à la maison, mais aucune d'elles ne parle le français comme langue principale, le Wolof étant parlé par la majorité des filles. Bien que la langue d'enseignement à l'école et la MDE soit le français, si la première langue de l'enfant n'est pas la langue maternelle la plus répandue (ici le Wolof), celui-ci (ici les filles) peut être encore davantage exclu et avoir plus de difficulté à apprendre. Bien que les éducateurs de la MDE parlent la majorité du temps en français, ils utilisent parfois une autre langue afin de se faire comprendre plus rapidement par les filles.

Puis, à l'égard du parcours scolaire des filles à la MDE, l'âge de scolarisation de chaque fille est considéré comme une variable importante pour prédire leur réussite scolaire. La plupart des filles ont commencé l'école à l'âge de 6 ans (39 %) et 7 ans (23 %). Le taux de scolarisation des autres enfants le plus élevé appartient à la famille nucléaire (71 %) et le taux le moins élevé appartient aux autres enfants qui vivent avec les filles confiées (61 %). Donc les filles confiées vivent dans un ménage où les niveaux de scolarisation sont plus faibles que dans les autres structures familiales. Les filles confiées semblent donc plus susceptibles à la déscolarisation.

Si le travail précoce influe négativement sur le parcours scolaire des enfants, il est aussi possible que les filles puissent travailler un peu en dehors des heures d'école tout en ayant de bons résultats scolaires. Ainsi, le travail précoce peut aussi être bénéfique pour les filles en leur permettant d'amasser un peu d'argent pour la famille, tout en acquérant des compétences ce qui leur donne un sentiment de fierté. La majorité des filles qui travaillent appartiennent à une famille nucléaire.

Conclusions

À partir des profils sociologiques des 90 filles qui participent à un programme de la MDE pour assurer la continuation de leur éducation, on peut voir que la structure familiale et d'autres facteurs sociologiques au-delà de la pauvreté mesurée uniquement par des indicateurs économiques peuvent expliquer cette

précarité. Il est important d'identifier les effets de ces facteurs supplémentaires sur l'éducation, afin de mieux comprendre les enjeux affectant la scolarité.

3. L'accès des filles aux études supérieures : défis et ambitions

3.1 Problématique d'ensemble et questions de recherche

L'accès des jeunes filles sénégalaises aux cycles supérieurs et leur rétention (2018) par Gabrielle Saint-Juste, Melanie Thomas, Caroline Trippenbach

⇒ Malgré les difficultés rencontrées par les jeunes femmes sénégalaises pour accéder et poursuivre des études supérieures, celles-ci sont de plus en plus nombreuses à chercher à entrer à l'université. Quelles sont leurs motivations, leurs ambitions et en quoi leurs origines socio-économiques jouent un rôle dans leurs choix?

Les jeunes femmes dans le système éducatif sénégalais font face à des attentes de la société qui peuvent rendre difficile leur poursuite des études. Parmi celles-ci on trouve les tâches domestiques qui peuvent être lourdes, le mariage précoce et les grossesses et aussi l'idée que les filles ne réussissent pas aussi bien que les garçons à l'école ce que les études sur le sujet contredisent.

Par conséquent, le taux d'inscription pour les femmes au supérieur est aux alentours de 8% (UNESCO, 2016). Bien que les femmes soient minoritaires dans les institutions supérieures, celles qui y sont et parviennent à rester réussissent bien (Goudiaby, 2018).

Ainsi, malgré les difficultés rencontrées par les jeunes femmes sénégalaises pour accéder et poursuivre des études supérieures, celles-ci sont de plus en plus nombreuses à chercher à entrer à l'université. Quelles sont leurs motivations, leurs ambitions et en quoi leurs origines socio-économiques jouent un rôle dans leurs choix?

3.2 Méthodologie

Une méthodologie qualitative a été mobilisée pour répondre à ces questions, le tableau 5 ci-dessous synthétise les entretiens qui ont été menés.

Tableau 5. Projets sur la déscolarisation au primaire et secondaire. Entretiens réalisés

	Ziguinchor	Mlomp
2018	9 entretiens avec des étudiantes de l'UASZ 2 entretiens avec 2 personnes ressources (UASZ et Univ du savoir faire) 2 focus groups et 2 entretiens individuels dans 2 lycées	3 entretiens avec des étudiantes 12 entretiens avec des lycéennes 5 entretiens avec des parents
Observation participante dans leurs familles respectives et dans les établissements		

3.3 Principaux défis rencontrés par les jeunes filles dans l'accès et la rétention aux études supérieures. Résultats

i) *Questions d'accès et de maintien*

Tout au long de notre recherche, nous avons tenu des discussions sur l'accès à l'enseignement supérieur et la poursuite des études. Beaucoup des étudiantes que nous avons interrogées ont identifié les difficultés qu'elles ont rencontrées pour accéder à l'école et y rester. Dans l'ensemble, la plupart des étudiantes universitaires et des élèves du secondaire étaient déterminées à continuer leurs études.

Limites financières

« Ce n'est pas évident, même comme étudiante avec des bourses. Les moyens ne sont pas toujours là. » - (Étudiante, UASZ)

La première difficulté identifiée par les étudiantes concerne les limites financières. Une lycéenne de Ziguinchor a mentionné qu'il était souvent difficile pour les familles d'envoyer tous leurs enfants à l'université, et qu'un aîné de la famille avait plus de chance d'y aller que les autres enfants. Similairement, un parent de Mlomp a mentionné qu'il devra probablement trouver un emprunt pour s'assurer que tous ses enfants puissent aller à l'université, car il ne veut priver aucun de ses enfants un accès à l'éducation supérieure.

Les étudiantes et leurs parents nous ont décrit en quoi les coûts des études universitaires constituaient une limite, malgré l'obtention de bourses du gouvernement. Par exemple, la nourriture, le loyer et l'électricité s'ajoutent rapidement aux autres coûts tels que l'achat de livres et autres fournitures scolaires.

Il est également devenu évident qu'aux yeux de nombreux intervenants et acteurs du supérieur, le gouvernement n'est pas fiable en ce qui concerne l'octroi des bourses d'études. En effet, certaines étudiantes ont avoué avoir passé plusieurs mois sans recevoir de fonds. Les étudiantes nous ont expliqué que les grèves d'étudiants et d'enseignants étaient fréquentes et qu'il n'était pas rare que des bourses d'études soient attribuées avec beaucoup de retard voire pas du tout².

Le système administratif

Les femmes avec lesquelles nous nous sommes entretenues nous ont décrit les difficultés qu'elles ont éprouvé en raison du système administratif des universités publiques. Ces difficultés se sont présentées tout au long de leur parcours scolaire, mais en particulier au cours de leur première année d'études supérieures. En 2013, le gouvernement sénégalais a mis en place le programme d'orientation Campusen pour orienter les étudiants vers les filières d'études universitaires. Ce système permet aux élèves de créer une liste de préférences des programmes universitaires qu'ils aimeraient suivre. Parmi nos participantes, très peu ont obtenu leur premier choix de filière. Par exemple, bien qu'une étudiante ait dit qu'elle voulait entrer en sociologie, elle a plutôt été placée en géographie et s'est résolue à voir les choses positivement puisqu'il y a davantage de débouchés dans en géographie (Étudiante, UASZ).

² La période au cours de laquelle les étudiants canadiens étaient présents pour leur recherche, était celle des événements dramatiques de St Louis où les étudiants ont manifesté puis fait grève du fait du retard d'allocation des bourses.

D'autres affirment qu'elles ont été moins chanceuses, tel est le cas d'une jeune diplômée de Mlomp qui a expliqué qu'elle avait été placée dans un programme de beaux-arts, bien qu'elle aurait préféré le marketing pour les débouchés d'emplois (Etudiante, Mlomp). Une autre étudiante de Ziguinchor a également eu des difficultés à l'orientation, car elle avait récemment étudié la gestion et la comptabilité pour sa licence, mais qu'elle a plutôt été placée en droit pour sa maîtrise. Il en a résulté une période de rattrapage, car elle manquait de connaissances de base et d'expérience dans ce domaine. (Etudiante, UASZ)

Une autre difficulté concerne l'accès aux formations professionnelles et techniques. Certaines étudiantes étaient très attachées à l'idée de poursuivre une formation, affirmant qu'« aller à l'université, c'est une perte de temps », car les perspectives d'emploi pour les étudiants diplômés sont peu nombreuses (Etudiante, Mlomp). Certaines élèves du lycée partageaient également ce sentiment. Une élève de Ziguinchor dans un groupe de discussion a affirmé qu'elle n'avait pas besoin d'aller à l'université pour réaliser son rêve d'être sage-femme et qu'elle préférait plutôt suivre une formation.

Pourtant, il existe beaucoup de difficultés d'accès aux formations professionnelles. Elles sont assez coûteuses, surtout par rapport aux universités publiques, et sont donc décrites comme inaccessibles par plusieurs de nos participantes. De plus, à l'inverse des concours aux postes ministériels et autres, s'ils sont réussis, les formations ne garantissent pas l'emploi. Par exemple, un parent que nous avons interviewé avait suivi une formation de technicien en électricité à Dakar, mais était actuellement au chômage (Parent, Mlomp).

Une fois rendu à l'université, le surpeuplement d'étudiants s'est avéré être facteur rendant plus difficile pour les femmes, et pour tout autre étudiant sénégalais, de poursuivre leurs études supérieures. Beaucoup d'étudiantes nous ont exprimé des sentiments similaires à ceux-ci : « Les universités sont trop saturées, il y a beaucoup trop d'étudiants » (EUM3). Cette étudiante a exprimé comme plusieurs autres, la difficulté de trouver une place pour s'asseoir dans les salles de classe. Elle nous a expliqué qu'elle devait se lever vers 4h ou 5h pour faire la queue à l'extérieur de l'amphithéâtre pour se réserver une place. La surcharge d'étudiants ne se limite pas au domaine académique. Les jeunes femmes du secondaire et de l'université ont dit que lorsque les étudiantes quittent l'université, les possibilités qui s'offrent à elles sur le marché du travail sont très minimes pour cette même raison. Cela nous a été confirmé par une étudiante diplômée de l'UASZ qui est retournée vivre dans son village après avoir reçu un diplôme et avoir complété un stage de quatre mois dans son domaine. Il convient également de noter qu'elle était enceinte vers la fin de son stage, ce qui pourrait avoir contribué à son chômage actuel.

Enfin, certaines étudiantes de dernière année du secondaire ont fait remarquer à quel point elles étaient découragées d'entrer à l'université en raison des niveaux élevés de chômage et de sous-emploi des nouveaux diplômés universitaires. Dans le groupe de discussion animé au centre communautaire de Djecomol, une des filles a exprimé que si elle le pouvait, elle aimerait partir dans un autre pays parce qu'au Sénégal « un diplôme n'équivaut pas à un travail ». (EM9) Selon plusieurs participantes, quitter le pays pour aller à l'école et travailler pourrait leur ouvrir la voie du succès en leur permettant de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille et, surtout, en leur conférant un statut social particulier.

Géographie et mobilité

Pour plusieurs étudiantes, le peu de choix qui s'offre à elles dans leurs études supérieures peut les obliger à déménager très loin de chez elles. Compte tenu de l'importance que joue la famille dans la culture sénégalaise, cette démarche peut poser plusieurs problèmes. Entre autres, les étudiantes nous ont mentionné qu'elles ne connaissaient personne à leur arrivée à l'université ou qu'elles devaient vivre avec un membre de sa famille très éloignée ou avec un ami de la famille que souvent elle ne connaissait pas (Etudiantes, UASZ). Cela peut être un choc pour certaines d'entre elles qui n'ont jamais vécu à l'extérieur de leur famille immédiate. Cette situation peut également exercer des pressions financières sur les étudiantes, qui n'ont peut-être pas le réseau de soutien immédiat qu'elles avaient auparavant. Par exemple, bien qu'il y ait la possibilité d'envoyer de l'argent par téléphone, une étudiante a affirmé qu'il y avait plusieurs mois où elle se débrouillait avec un minimum d'argent en raison du manque de soutien familial à proximité (Etudiante, UASZ).

ii) *Perspectives et ambitions des filles*

Malgré les difficultés exprimées par les jeunes femmes quant à l'accès et au maintien de à l'université, nous avons constaté qu'elles ont réussi à les surmonter grâce à leur motivation et aux stratégies qu'elles mobilisent. Par exemple, une des élèves de dernière année du lycée affirme prendre comme modèles les jeunes femmes qui réussissent après leurs études et accèdent à des postes de responsabilité. Pour elle c'est donner un bon exemple aux enfants (Lycéenne, Ziguinchor).

Pour l'essentiel, la majorité des filles perçoivent que l'école leur permet d'abord d'obtenir un emploi qui leur assure un salaire stable et donc une indépendance financière de leur famille ou de leur conjoint. Elles ont exprimé que « travailler nous permet de ne pas tendre la main » (Etudiantes, UASZ). Cette indépendance financière permet également de subvenir à leurs propres besoins et aux besoins de leur famille, en particulier ceux des parents. Beaucoup ont dit qu'un emploi rémunéré leur permettrait de rentabiliser l'investissement que leurs parents ont fait dans leur éducation. D'autres ont indiqué que cette aide financière améliorerait les conditions de vie de leur famille. Cela était particulièrement important pour les filles qui avaient des tuteurs célibataires ou des parents qui exprimaient le besoin d'un soutien supplémentaire. L'une d'elles a également dit qu'un emploi permettrait à ses parents de prendre leur retraite (Etudiante, UASZ).

Ambitions des parents pour les filles

À Mlomp, au cours de nos entretiens avec les parents d'étudiantes universitaires, nous avons remarqué que les ambitions des parents et des étudiantes étaient semblables. Par exemple, les parents souhaitent que leurs enfants poursuivent des études supérieures, pour faciliter la recherche d'un emploi afin qu'elles puissent être financièrement et intellectuellement indépendantes, tout en étant capables de soutenir leur communauté. Cette affirmation est confirmée dans notre entretien avec une mère de cinq enfants, qui prie Dieu que sa fille obtienne son diplôme et se trouve un emploi (Parent, Mlomp). Ces désirs des parents proviennent souvent de l'état actuel de leurs mauvaises conditions financières et sociales. Un parent suggère même qu'avec un diplôme, les étudiants pourront investir dans le développement de Mlomp (Parent, Mlomp). Un autre parent a dit que sa fille instruite sera « utile » à elle-même, à sa famille et à la société (Parent, Mlomp). Enfin, comme l'a déclaré un autre parent de Mlomp, ceux qui réussissent à l'extérieur du pays envoient souvent de l'argent à leur famille.

Enfin, au-delà de trouver un emploi, les parents voient également dans l'acquisition d'une formation aux cycles supérieurs par leurs filles le fait qu'elles deviennent capables de résoudre certains des problèmes de la famille et de la communauté, que ce soit par leurs connaissances acquises ou par contributions financières. Pour résumer les ambitions des parents, le constat d'un père englobe bien celles-ci. Il désire que tous ses enfants aient une « longue carrière » à l'université afin qu'elles puissent devenir une personnalité importante pour le pays, qu'elles puissent gérer une terre et être indépendantes de leurs parents (Parent, Mlomp).

iii) Stratégies, soutien et configurations socioéconomiques

Parents et famille

Lorsque nous avons parlé aux étudiantes universitaires et des lycées à propos du type de soutien qu'elles ont reçu pour les aider à accéder aux études supérieures et à y rester, le soutien de leur famille était le principal dénominateur commun. Que ce soit dans la commune de Mlomp ou dans la ville de Ziguinchor, les étudiantes ont mentionné comment l'aide de leurs parents, frères et sœurs, tantes, tuteurs et autres membres de leur famille les ont motivées à continuer leurs études. Par exemple, dans deux entrevues, les jeunes femmes ont mentionné comment leur famille les avait aidées à gérer les cours tout en élevant un enfant. (Etudiantes, Mlomp et UASZ). Pour ces nouvelles mères, leur mère et leur grand-mère, respectivement, prenaient soin de leurs enfants et les aidaient financièrement pendant qu'elles suivaient les cours. De plus, dans la plupart des cas, les parents, qu'ils soient biologiques, adoptifs ou agissants à titre de tuteurs, ont été la première source de conseils et de soutien financier pour leurs enfants. Ces deux types de soutien étaient présents chez la plupart des parents, même s'ils n'avaient pas fait d'études supérieures ou obtenu leur baccalauréat eux-mêmes. Par exemple, lors d'un entretien avec une élève, elle a exprimé comment sa mère l'inspire et la pousse à étudier en dépit du fait que sa mère n'a pas réussi l'examen du baccalauréat. (Etudiante, UASZ).

Ceci s'observe aussi dans les groupes de discussion à Mlomp, où nous avons observé que la plupart des parents de ces élèves n'avaient pas fait d'études et travaillaient surtout dans le domaine de l'agriculture. **Bien que les parents ne soient pas en mesure d'aider leurs enfants à faire leurs devoirs, ils sont en mesure de les guider par leurs discours.** Selon un parent, « l'enfant est une entité, il faut le gérer. Il faut qu'il étudie. » (Parent, Mlomp). Dans une autre entrevue avec un parent, la mère a révélé que sa famille s'était réunie pour recueillir de l'argent lorsque sa fille a réussi son baccalauréat pour aller à l'université (Parent, Mlomp). À l'occasion, les parents pouvaient embaucher un tuteur pour aider leurs enfants dans des matières difficiles.

À l'université, alors que le soutien familial est plus difficile à mettre en oeuvre, de nombreux étudiants se sont tournés vers leurs camarades de classe. Par exemple, la création de communautés étudiantes au sein de leurs résidences et de leurs quartiers les a non seulement aidées sur le plan social, mais aussi sur le plan matériel. Pendant notre séjour à Ziguinchor, nous avons observé que les étudiantes s'invitaient mutuellement à manger, prêtaient leurs ordinateurs, permettaient à leurs amies de recharger leurs appareils dans leur appartement. Bien que ces groupes ne remplacent pas l'unité familiale, ils peuvent offrir aide et solidarité dans les moments difficiles. Un autre exemple observé sur le campus de l'UASZ est un immeuble d'appartements dans le quartier Kenya, acheté par le maire de Saint-Louis et loué

uniquement aux étudiants de Saint-Louis. Ce type de communauté a permis aux élèves de la même ville natale de se réunir, plutôt que d'être dispersés à travers la ville.

Concilier éducation et mariage

Lorsque nous leur avons demandé pourquoi d'autres filles ou amies n'avaient pas poursuivi leurs études, beaucoup d'élèves ont répondu que c'était en raison du mariage et de la grossesse. Les élèves du secondaire interrogées étaient particulièrement catégoriques sur le fait qu'elles n'avaient pas de temps à consacrer aux garçons, et une étudiante universitaire a dit qu'elle avait reçu des instructions strictes de son père de ne pas se marier tout de suite, car sa sœur l'avait fait et avait cessé de fréquenter l'école (Etudiante, UASZ).

Cependant, nous avons également eu l'occasion d'interviewer des étudiantes, tant au lycée qu'à l'université, qui s'étaient mariées et avaient même des enfants. L'une a eu trois enfants, était mariée et a dû quitter l'université dès sa première grossesse. Cependant, grâce au soutien social et financier de son mari, elle a pu terminer sa troisième année d'études de premier cycle dans une université privée. Pour poursuivre ses études, elle comptait aussi beaucoup sur sa mère à Mlomp pour s'occuper de ses enfants, ainsi que sur une femme de ménage pour s'occuper du travail domestique. Une autre étudiante d'un groupe de discussion à Ziguinchor était mariée, sans enfants, et a noté que c'était son mari qui la soutenait dans la poursuite de ses études, mais qu'elle vivait toujours avec sa famille, car il possédait une entreprise dans une autre ville. Une autre élève, était également mariée, mais a continué à vivre avec sa famille, sans son mari, car lui aussi voulait qu'elle réussisse et obtienne son baccalauréat. Elle était déjà mère d'un enfant et a admis qu'il était difficile d'être enceinte à l'école secondaire, car il n'y a actuellement aucun soutien pour les élèves enceintes. Elle a constaté que beaucoup d'enseignants insistaient sur le fait qu'elle arrête ses études, et bien qu'elle ait dû prendre une pause (comme les autres élèves avec enfants) quand elle a eu son enfant, elle est retournée à l'école après.

Ainsi, les femmes mariées, surtout celles qui ont des enfants, constituaient une petite population de répondants dans notre étude, mais elles ont démontré que plusieurs d'entre elles sont capables de concilier l'éducation, le mariage et la maternité.

Compétences en organisation et en gestion du temps chez les filles du lycée

Les lycéennes en terminale que nous avons interviewées ont partagé leur méthode de répartition du temps entre leurs responsabilités domestiques et leurs devoirs. Bien que la majorité des filles du secondaire interrogées aient étudié dans le domaine de la littérature, l'une des élèves du secondaire du volet scientifique a fait remarquer que la plupart des filles choisissent le volet littéraire dès leur première année parce qu'il est moins exigeant en matière de temps en comparaison au volet scientifique. Cela, explique-t-elle, peut être difficile à maintenir pour les filles, compte tenu de leurs tâches domestiques :

elles n'ont pas toujours le temps d'apprendre parce qu'en sciences il faut avoir le temps. Oui c'est ça, si tu n'as pas le temps, tu redoubles très vite. Il faut avoir le temps, et puis à la maison, s'occuper de tous, des travaux ménagers, puis les cours tu ne dois pas les rater parce que ça peut endommager tout un cycle scolaire. (Etudiante, UASZ)

Néanmoins, il apparaît que les filles qui ont des tâches ménagères lourdes ont aussi tendance à mieux réussir à l'école, car elles ont une meilleure capacité à organiser leur temps. Au cours de nos entrevues,

nous avons constaté que les lycéennes accomplissent les tâches ménagères, y compris le nettoyage et la préparation des repas avant de quitter l'école le matin, pendant leur pause de l'après-midi et le soir après l'école. Les filles à qui nous avons parlé consacrent trois à quatre heures chaque soir pour leurs études (les « lectures ») après le repas, ce qui faisait en sorte qu'elles dormaient souvent que vers 23h, alors qu'elles se réveillent vers 5h du matin. Par contre, d'autres filles choisissent plutôt de répartir leur temps pour les devoirs en se levant tôt le matin pour consacrer environ une heure à compléter leurs leçons, comme une élève du secondaire qui a un enfant à garder le soir (Etudiante, UASZ). Cela évoque la possibilité que les filles qui choisissent d'équilibrer leurs études tôt le matin avaient aussi des priorités supplémentaires et concurrentes dans leur horaire.

À Mlomp, beaucoup de filles étudiaient le soir sans électricité et dans des espaces souvent peu propices à la concentration. Ces conditions d'étude ont également été observées au cours de notre recherche et lors de nos visites des ménages en soirée. D'autres filles se sont rendues au centre communautaire de Djecomol après l'école pour étudier, car cela les encouragerait à étudier en groupe et leur fournissait un environnement où elles étaient éloignées de leurs tâches domestiques. En outre, de nombreuses filles de Mlomp allaient aussi à l'école le samedi (en dehors des cours) pour étudier au foyer. Ces exemples fournis par les filles démontrent leur motivation à l'école et l'importance qu'elles accordent à la poursuite de leur scolarité.

Toutefois, nous avons constaté une baisse de motivation chez certaines filles interrogées au niveau universitaire. Celles qui aimaient l'école secondaire, qui avaient participé activement aux cours et qui entretenaient de solides relations avec leurs professeurs nous ont montré que ce n'était plus le cas après leur entrée à l'université. Par exemple, la majorité des étudiantes universitaires interrogées ont dit ne pas assister régulièrement aux cours et ne pas vouloir faire leurs lectures. Elles ont admis que ce genre de performance était lié aux conditions d'apprentissage qui ne les encourageaient pas à demeurer persévérantes à l'université, comme la chaleur, les salles de classe, etc.

Conclusions.

Tout au long de nos recherches, nous avons pu identifier les difficultés que rencontrent les jeunes femmes sénégalaises pour accéder et poursuivre des études supérieures. Cela nous a ensuite permis de définir les mentalités, les ambitions et les stratégies qu'elles ont adoptées pour faire face à ces difficultés durant leurs études universitaires. Tout d'abord, leur principale ambition en terminant leurs études supérieures est d'acquérir des connaissances, mais surtout d'obtenir des chances égales sur le marché du travail compétitif au Sénégal.

Dans le cadre de notre recherche, les attentes de leurs parents et communautés étaient tout autant des ambitions partagées dans les discours des jeunes femmes. La majorité d'entre elles ont exprimé le souhait d'aider leurs parents et leur famille.

Les familles sont devenues des systèmes de soutien (c.-à-d. financiers et moraux - partageant leurs rêves) permettant aux étudiantes d'accéder à l'université. Une fois à l'université, les systèmes de soutien aux étudiantes sont passés de leur famille à d'autres étudiantes sur le campus, comme nous l'avons observé dans les systèmes de logement.

En ce qui concerne les stratégies élaborées et adoptées par ces jeunes femmes, les compétences en gestion du temps qu'elles ont acquises pour concilier tâches domestiques et études sont l'expression de

leur ambition de persévérer à l'université. Ainsi, comme le décrit Dendani, un chercheur, dans son travail, les filles sont dans l'ensemble considérées comme « plus studieuses que les garçons, plus rigoureuses dans la gestion de l'emploi du temps, plus attentives aux prescriptions pédagogiques, mieux organisées et moins laxistes ». (2017 : 4)

Comme nous l'avons observé, les élèves font face à des difficultés qui peuvent avoir une emprise mentale sur elles. Les étudiantes mariées que nous avons interviewées ont trouvé des moyens de concilier leur mariage tout en poursuivant leurs études supérieures. De manière générale, les jeunes femmes mariées à l'université ne choisissent de se marier que dans le cas où leur futur conjoint les aide à poursuivre leurs études (entretien avec le Pr. Goudiaby, 2018). Il est donc possible qu'elles rejettent une demande en mariage si leur futur mari ne leur permet pas de poursuivre leurs études. En même temps, cela signifie que les femmes peuvent se marier plus tôt qu'elles ne l'avaient prévu si elles considèrent que leur mari va les soutenir dans leurs études.

CONCLUSION GÉNÉRALE – BILAN DE DEUX ANNÉES DE COURS RECHERCHE TERRAIN

Au-delà des partenariats établis entre l'Université d'Ottawa au Canada et les institutions sénégalaises partenaires, le cours recherche-terrain a permis de faire ressortir un certain nombre d'informations à partir desquelles d'autres recherches pourront être menées.

Ces informations sont déjà largement discutées aux niveaux décisionnels mais nécessitent une attention constante et renouvelée. À ce titre, la collaboration avec les populations de Mlomp se sont avérées décisives dans la mesure où elles ont permis aux étudiants de réaliser des entretiens avec une grande diversité de personnes, jeunes, hommes, femmes, parents, enseignants, responsables d'établissements.

Si l'ensemble des travaux repris ici insistent sur les défis matériels et financiers que l'on rencontre tant au niveau de l'offre scolaire que de la demande, il est remarquable de constater la détermination de tous les acteurs à faire fonctionner un système pour lequel ils reçoivent peu de soutien de la part de l'État ainsi que la conviction des familles de l'importance de la scolarisation. On peut donc affirmer que dans l'ensemble à Mlomp, et sans doute avec plus de nuances à Ziguinchor, l'école ne constitue pas une option pour la grande majorité des familles. Il serait donc particulièrement intéressant de continuer à étudier pourquoi dans un tel contexte il subsiste encore des cas de non scolarisation ou décrochage scolaire précoce. Dans une perspective plus large également, il serait sans doute pertinent de chercher à mieux comprendre les facteurs qui distinguent cette région du reste du pays afin de mieux orienter les politiques publiques locales en matière d'éducation à travers le pays.

REMERCIEMENTS.

Ces travaux n'auraient pu être réalisés sans le soutien et l'enthousiasme d'un grand nombre de personnes qu'elles fassent partie d'institutions ou de communautés. Il est donc impossible de toutes les nommer ici, on fera donc référence aux structures plus larges.

Tout d'abord, nous sommes reconnaissants à la flexibilité de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa qui est restée ouverte à des changements dans la planification budgétaire à plusieurs reprises. Madeleine Roy, la coordonnatrice du programme a joué un rôle central en faisant constamment l'intermédiaire entre nos équipes et les services administratifs centraux, nous la remercions chaleureusement pour son soutien sans faille.

Nous souhaitons témoigner notre profonde gratitude à tous les partenaires locaux qui nous ont accompagnés dans ces projets, ont stimulé et inspiré les étudiants, que ce soient les collègues de la FASTEF, en particulier le Pr. Amadou Sarr Diop, du LARTES, avec Pr. Abdou Salam Fall et Mme Rokhaya Cisse à Dakar ou encore de l'Université Assane Seck de Ziguinchor avec tous les collègues du Département de Sociologie. Nous tenons aussi à exprimer nos remerciements au Recteur de l'UASZ, M. Diawara, pour son accueil et le soutien apporté à ce projet. L'Association Futur Au Présent a joué un rôle central dans la formation de certains étudiants et a provoqué des réflexions approfondies grâce à la disponibilité de son personnel, administratif, éducatif ainsi que du pôle recherche avec le soutien de Ngossé Diop et de Marine Fourié.

Sans nos collègues de l'IRD ces travaux n'auraient simplement pas vu le jour. Nous remercions en particulier la chercheuse Mélanie Jacquemin pour son appui à la fois conceptuel et logistique constant durant ces trois années. Elle nous a littéralement ouvert les portes de la région et permis de nouer des contacts avec la plupart des acteurs et actrices en matière de scolarisation. Nous avons eu la chance également de bénéficier des conseils et de l'appui de Valérie Delaunay ainsi que de Laure Moguérou, en accueil à l'IRD.

Enfin nous ne saurions finir cette longue liste sans remercier chaleureusement tous les chefs de quartier de Mlomp qui ont accueilli les étudiant.e.s et qui les ont fait se sentir chez eux, dans une nouvelle famille. Le maire, M. Michel Diatta ainsi que son adjoint, M. Diouf, ainsi que l'ensemble des directeurs d'établissement et des enseignant.e.s de la commune nous ont ouvert leurs portes avec chaleur et fourni des informations précieuses. Un grand merci à toute l'administration locale également, pour l'accueil et l'appui réservé à ce projet : la sous-préfecture d'Oussouye, l'IA de Ziguinchor, l'IEF de Ziguinchor et l'IEF d'Oussouye.

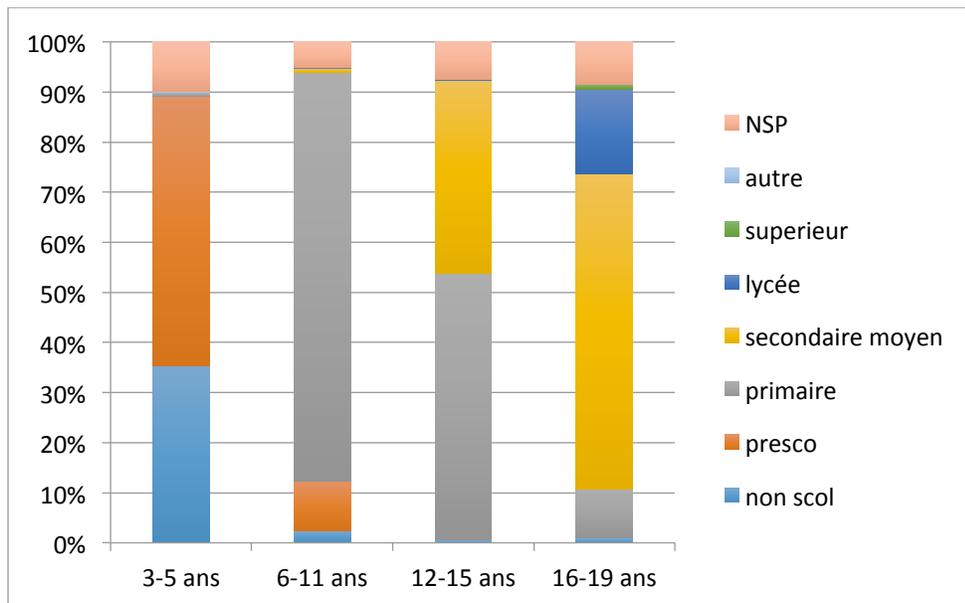
Notre immense gratitude est exprimée envers les familles et la population de Mlomp, ainsi qu'aux étudiant.e.s de l'Université Assane Seck de Ziguinchor qui nous ont accueilli à bras ouverts.

ANNEXES

Graphiques et tableaux fournis par l'IRD concernant les données sur la scolarisation à Mlomp.

État de la scolarisation atteinte pour les garçons en 2017 : groupes d'âge de 3 à 19 ans (source : IRD)

niv_atteint	3-5 ans	6-11 ans	12-15 ans	16-19 ans	Total
non scol	101	14	2	4	121
presco	154	55	0	0	209
primaire	2	459	193	43	697
secondaire moyen	0	4	140	274	418
lycée	0	1	1	74	76
superieur	0	0	0	4	4
autre	1	0	0	0	1
NSP	28	29	27	37	121
Total	286	562	363	436	1,647



État de la scolarisation atteinte pour les filles en 2017 : groupes d'âge de 3 à 19 ans (source : IRD)

niv_atteint	3-5 ans	6-11 ans	12-15 ans	16-19 ans	Total
non scol	87	18	0	1	106
presco	154	71	1	0	226
primaire	5	400	151	30	586
secondaire moyen	0	2	160	258	420
lycée	0	0	0	90	90
superieur	0	0	0	1	1
autre	0	0	0	0	0
NSP	22	35	24	29	110
Total	268	526	336	409	1,539

